

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/35

Notes pour une allocution du
Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
devant le Comité canadien
de l'UNICEF

TORONTO

Le 22 juin 1985

Nous voici en une année d'importants anniversaires. L'UNICEF célébrera son quarantième anniversaire en décembre prochain et le Comité canadien de l'UNICEF entre cette année dans sa trentième année d'existence. Ce mercredi-ci marquera le quarantième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco. Stephen Lewis prendra la tête d'une délégation qui réunira certains des Canadiens qui étaient présents à la signature en 1945 et trois jeunes Canadiens qui jouent un rôle actif dans les affaires des Nations Unies.

Durant ces quarante années, les Canadiens se sont accoutumés aux réussites des Nations Unies et se sont préoccupés de ses faiblesses. En 1960, 77 % des Canadiens enquêtés pensaient qu'il était "très important" d'essayer de faire une réussite des Nations Unies; en mars de cette année, ce nombre s'était abaissé à 58 %. Environ 25 % estiment maintenant que cet objectif est "assez important" en comparaison de 12 % en 1960. Les Canadiens continuent donc d'appuyer massivement les Nations Unies. Ceux d'entre nous qui sont partisans du système onusien doivent reconnaître que, si celui-ci est laissé à ses propres moyens, on verra grandir le scepticisme, à une époque où les gens en savent plus sur les otages et les actes de piraterie aérienne qu'ils ne connaissent le sort des enfants arrachés à la famine.

En septembre dernier, à l'occasion de mon premier discours en qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai affirmé la détermination du gouvernement Mulroney de contribuer à renforcer le système des Nations Unies. C'est là une longue tradition des gouvernements canadiens, qui transcende la politique. La question qui ne manquera pas d'être étudiée durant l'examen général en cours de la politique étrangère n'est pas de savoir si nous devons réduire notre participation aux activités des Nations Unies, mais comment nous pouvons nous montrer plus créateurs en revitalisant le système onusien.

Cela implique deux défis pour les partisans des Nations Unies. Le premier consiste à bien faire connaître les réussites du système, et le deuxième consiste à reconnaître ses échecs et à travailler dur à en renverser les effets.

Commençons par les réussites. Compte tenu de l'état du monde en 1945 et du chaos qui l'habitait, l'Organisation des Nations Unies a été une réussite extraordinaire. Évidemment pas dans tout ce que cette organisation nous voulons qu'elle fasse, et certainement pas dans tout ce qu'elle doit accomplir. Mais dans les domaines où les États membres lui ont conféré des pouvoirs - parfois très limités, certes - elle fonctionne bien. Et, dans certains cas, elle réussit à merveille.

L'UNICEF est peut-être l'exemple le plus remarquable. Elle justifie quasiment, à elle seule, l'existence des Nations Unies. Chaque année, 400 000 enfants sont sauvés par l'UNICEF - 400 000 enfants!

Les sceptiques devraient être au courant de la distribution que fait l'UNICEF de paquets pour la réhydratation orale qui, au coût de quelques cents, empêchent des enfants désespérément pauvres de mourir de diarrhée et de déshydratation. Ils devraient savoir que, grâce en partie à l'UNICEF et à la révolution qu'elle mène pour la survie de l'enfance, la plupart des enfants du monde pourraient être immunisés contre les maladies contagieuses graves. Les combats qui avaient lieu dans les parties rurales du Salvador se sont effectivement arrêtés durant trois jours pour permettre au programme d'immunisation de l'UNICEF de se dérouler. Combien coûte cette immunisation? De cinq à dix dollars par enfant. Les sceptiques devraient savoir que, pour cinquante cents, un enfant du tiers monde peut être sauvé de la cécité.

Et la réussite de l'UNICEF ne se limite pas là. Grâce aux activités de l'Organisation mondiale de la santé, la variole a presque disparu de la surface de la Terre, la malaria a reculé dans beaucoup de régions et des progrès ont été accomplis dans la lutte contre la rougeole, la varicelle et la polio. Nous faisons des progrès également dans la lutte contre des maladies tropicales mortelles comme l'onchocercose et la bilharziose. Jour après jour, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sauve des dizaines de milliers de gens et assure un abri aux personnes qui doivent quitter leur foyer dans la terreur.

Le Programme des Nations Unies pour le développement, qui administre 8 500 projets dans 150 pays, aide les pays en développement à bâtir une économie viable.

Nous assistons en Afrique à une dégradation générale de la situation, qui fait glisser la moitié d'un continent vers la catastrophe. Mais c'est également l'Afrique qui nous donne le plus bel exemple de ce que peuvent accomplir les Nations Unies, dont le personnel, dans des conditions extrêmement difficiles, coordonne les secours d'urgence destinés à une vingtaine de pays pour ainsi sauver des milliers de vies humaines et inciter chacun d'entre nous à faire plus encore.

La pauvreté, l'ignorance et la violence sont des maux si tenaces que l'on peut être porté à se décourager et à abandonner la lutte; mais les erreurs, les échecs et les insuffisances ne doivent pas nous faire perdre de vue les progrès qui ont été accomplis. Malgré tout, en effet, la mortalité infantile recule, l'espérance de vie s'accroît et le taux de natalité fléchit. Les populations du Sud asiatique et de la Chine peuvent maintenant se nourrir et, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la Terre compte plus de gens qui savent lire que d'analphabètes.

Il ne faut donc pas perdre confiance. Si l'on veut faire un constat honnête, on doit se rendre à l'évidence que l'ONU est un succès, même s'il est très partiel et que l'Organisation est encore trop souvent confinée à un rôle marginal pour de nombreuses questions ayant trait à la paix et à la sécurité.

Dès sa naissance, il était clair que l'ONU ne pourrait garantir la sécurité de quiconque, qu'il s'agisse ou non de nos alliés. Les amis d'un jour devenaient les

ennemis du lendemain. Et pourtant, nous n'avons connu aucun conflit mondial depuis quarante ans. Les centaines de conflits régionaux qui ont éclaté pendant cette période ne nous ont pas engloutis et, quand elle a pu s'appuyer sur une volonté politique, l'ONU a su mettre en place des mécanismes visant à sauvegarder la paix, particulièrement dans des situations aussi explosives que celle du Moyen-Orient. Hélas, la paix ne s'est pas toujours installée pour autant. L'énigme que pose le Moyen-Orient reste entière, l'Iran et l'Irak s'enlisent dans un conflit dévastateur, la tension demeure très forte entre les deux communautés chypriotes, l'apartheid existe toujours, la Namibie n'a toujours pas accédé à l'indépendance et le terrorisme maintient son emprise.

À qui faut-il s'en prendre ? Certainement pas au Secrétaire général des Nations Unies, qui démontre un esprit novateur et un sens aigu de l'anticipation, ni à son personnel animé d'une persévérance à toute épreuve. Ce n'est pas l'institution qu'il faut blâmer. Le Secrétaire général ne peut imposer sa volonté à des pays membres qui n'ont du reste que très peu concédé de leur souveraineté à l'organisme mondial. L'ONU ne peut dicter leur conduite aux pays membres ni même l'infléchir sensiblement. Elle ne peut faire cesser les hostilités irano-irakiennes comme nous le souhaiterions tant. L'inefficacité de l'ONU est en fait imputable aux pays membres.

Certaines institutions des Nations Unies doivent effectuer des réformes pressantes si elles veulent survivre. L'UNESCO, qui en est l'exemple le plus éloquent, devrait mettre à profit la leçon de l'UNICEF, à savoir que c'est quand elles ont des objectifs clairement définis et le pouvoir de les réaliser que les Nations Unies sont le plus efficace.

En un sens, l'UNICEF et l'UNESCO symbolisent le succès et l'échec des Nations Unies dans toute leur ampleur et elles montrent que ce système est capable des deux. Le défi du Canada est de contribuer au maintien des Nations Unies sur la voie du succès et d'agir avec pragmatisme et persévérance pour corriger les faiblesses du système.

En cette année 1985 qui marque le quarantième anniversaire de l'ONU, le gouvernement canadien déploie des efforts particuliers pour insuffler une vigueur nouvelle à l'Organisation. De même de nombreuses activités ont eu ou

auront lieu à travers le Canada durant cette année. Ainsi, le Canada a reçu en mars dernier M. Javier Pérez de Cuéllar qui s'est rendu à Toronto, à Ottawa et à Québec. Nous pourrions aussi mentionner la mise sur pied de séminaires et conférences sur le renforcement des Nations Unies ainsi que le premier rassemblement annuel simulé des Nations Unies, organisé à Montréal le mois dernier par l'Association canadienne pour les Nations Unies et auquel ont pris part quelque 650 étudiants universitaires de toutes les régions du Canada. De la documentation sur l'ONU sera distribuée dans toutes les écoles du pays. Bref, nous voulons stimuler la discussion parmi les Canadiens qui s'intéressent et appuient les questions ayant trait aux Nations Unies et ce au-delà même des circonscriptions électorales habituelles.

Aux Nations Unies mêmes, nous avons essayé, d'une manière pratique, de mobiliser les appuis pour améliorer l'efficacité du système onusien. Nous avons oeuvré au sein d'une coalition d'États membres qui représentent tous les horizons politiques et géographiques, non seulement à New York, mais aussi aux autres sièges des Nations Unies, à Genève, à Vienne, à Paris, à Rome et à Nairobi. Nous appelons souvent cette coalition d'États membres engagés les "amis des Nations Unies" tout en sachant bien que pratiquement tous les États membres se considèrent comme tels.

Nous ne nous attendons pas à voir d'une année à l'autre - et même en cette année du 40^e anniversaire -, des progrès spectaculaires dans le renversement des tendances. Au cours des prochaines années toutefois, nous persévérons dans le sens d'une réforme pragmatique et cumulative des composantes du système dont le rendement est inefficace. Il n'est pas aisé de convaincre les gouvernements de la nécessité du changement avant, plutôt qu'après, que le système ne soit ébranlé.

Nous cherchons à améliorer de plusieurs façons l'efficacité des Nations Unies:

- Premièrement, en appuyant le Secrétaire général dans les efforts infatigables qu'il déploie pour régler les difficiles problèmes politiques qui surgissent de par le monde, que ce soit à Chypre, en Iran et en Irak, en Afghanistan et, tout récemment, à Beyrouth à l'occasion de la prise d'otages. Mais ses efforts doivent appuyer les mesures prises par le Conseil de sécurité et non

s'y substituer. Nous ne pouvons accepter le manque d'empressement des membres du Conseil à s'entendre sur la tenue de rencontres périodiques officieuses à l'occasion desquelles ils pourraient se pencher avec le Secrétaire général sur les crises actuelles ou virtuelles.

- Deuxièmement, en veillant à ce que les négociations et discussions multilatérales tenues sous l'égide des Nations Unies stimulent et complètent les efforts bilatéraux dédiés à faire évoluer les questions nucléaires et autres questions essentielles du désarmement et du contrôle des armements.
- Troisièmement, en améliorant la performance de l'Assemblée générale des Nations Unies pour ce qui est de l'étude des questions politiques. En effet, l'Assemblée générale ne doit pas seulement servir de soupape de sécurité aux États membres. Nous devons éviter la répétition des mêmes débats rituels d'année en année. Plutôt que d'accentuer les divisions, les débats et résolutions de l'Assemblée générale devraient tendre vers des solutions réalistes, mais équitables.
- Quatrièmement, en montrant du doigt les exemples de gestion irresponsable d'où qu'ils se manifestent au sein du système (par exemple, et de toute urgence, à l'UNESCO). Nous ne devons pas tolérer que la politisation du système sape les travaux essentiels des Nations Unies.

Faisons en sorte que ce quarantième anniversaire ne soit pas seulement l'occasion d'une fête, mais qu'il soit plutôt l'amorce d'un processus de réforme des parties du système qui en ont besoin. Célébrons les points forts de des Nations Unies, comme l'UNICEF, mais attaquons-nous aussi à ses problèmes avec diligence et patience, avec réalisme et ténacité, et laissons-nous toujours guider par notre vision nationale d'une communauté des nations plus juste et plus efficace.

* * * * *